

## **Perturbations climatiques à Adjohoun (Bénin) : Quand la terre ne nourrit plus son homme**

*Dans la commune d'Adjohoun où les communautés sont condamnées ces dernières années à subir la furie des eaux, la vie tourne de plus en plus au cauchemar. Face au feuilleton aux mêmes épisodes des inondations, les populations impuissantes et dans la psychose, craignent chaque année le pire. Désormais, même si des réponses sont apportées pour conjurer le sort, la nouvelle vie avec la variabilité climatique est tout simplement devenue une lutte pour la survie.*

90 mm de pluie. C'est la quantité d'une seule pluie enregistrée ce 12 mars 2013 dans le village de Houèdo-Wo dans la commune d'Adjohoun. Du jamais vu dans cette localité de l'avis des anciens de cette localité. Une pluie qui aura fait partie en fumée, plus de 50 ha de productions laissant les communautés dans un profond désarroi. Loin d'être anecdotique, les communautés de ce village s'habituent à connaître chaque année, la même situation et dans la même période. Mais, elles ne sont pas les seules à vivre ces pires inondations devenues régulières.

Car, à quelques encablures, dans le village d'Agonlin-Lowé, toujours dans la commune d'Adjohoun, la pluie, autrefois porteuse de prospérité est aussi redoutée.

Aujourd'hui, *"dès la tombée de la pluie, j'ai peur et je suis inquiète"*, confie Élisabeth Kpossou, une habitante du village. C'est le même sentiment chez sa voisine et amie, Alice Codjo. Pourtant, il y a encore quelques années, les inondations cycliques faisaient partie de la vie de ces paisibles communautés. Et loin d'être une fatalité, elles en avaient fait une opportunité en profitant de la fertilité du sol après le retrait des eaux pour obtenir de bons rendements des cultures. Depuis peu, cette époque est révolue et actuellement, *"tout a changé"*, raconte le chef de village, Samuel Boton qui, nous apprend que *"maintenant, les inondations sont plus ravageuses"*. Et de faire remarquer qu'avec les grandes pluies de ces derniers temps, ses inquiétudes sont plus grandes. *"Cette année encore (2013), nous avons davantage peur avec les grandes pluies"*. Car, le chef de village comme beaucoup d'habitants de sa localité, redoute la catastrophe de 2010. Une année exceptionnelle qui aura marqué tous les esprits dans ce village par l'ampleur jamais égalée, des dégâts enregistrés par les inondations dans cette partie méridionale du Bénin. En effet, à l'instar de ces deux villages de la commune d'Adjohoun comptant 56 455 habitants, c'est tout le pays tout entier qui a été durement frappé par cette catastrophe. Sur l'ensemble du pays, le bilan était lourd et les dégâts importants. On a dénombré 46 morts avec plus de la moitié des communes sinistrées (55 communes sinistrées sur les 77 que compte le Bénin). Au total, 21 communes étaient sévèrement affectées, 680.000 personnes touchées et de vastes superficies de champs englouties par les eaux. Sans oublier les maladies hydriques telles que les diarrhées et vomissements, les affections cutanées, les affections gastro-intestinales et respiratoires et les maladies endémiques comme le paludisme qui ont durement affecté les populations.

Ainsi, ces pires inondations ont causé des dégâts au niveau des logements, écoles, centres de santé, routes, places de marché, lieux de cultes, réseaux d'approvisionnement en eau potable et d'assainissement, et sur d'autres biens et services publics. Selon le rapport de l'Évaluation des besoins post catastrophes produit par le gouvernement et le Système des Nations Unies en 2011, l'ensemble des dommages occasionnés par les inondations sur l'économie béninoise s'élève à près de 78,3 milliards de FCFA (près de 160 millions USD).

Dans ce rapport devenu un rapport de référence, le sous-secteur agricole a été le plus touché du fait des pertes d'emblavures de cultures vivrières et de rente : 50,764 ha de cultures toutes spéculations confondues sont détruites. Pour des localités essentiellement agricoles comme celles d'Adjohoun (90% rurale), les dégâts sont énormes. *"On a trop de problème actuellement parce qu'il pleut trop, on produit mais on ne récolte plus rien"*, nous signale Hounsou Fidèle, pêcheur et agriculteur, âgé de 40 ans. *"On s'attend toujours au scénario chaque année"*, se désole le chef de village.

### **Les perturbations climatiques, un obstacle à la sécurité alimentaire**

Il n'y a plus de doute. Les inondations sévères enregistrées ces dernières années sont le fait des perturbations climatiques. Les scientifiques expliquent qu'en plus de cette pluviométrie importante, l'hydrogéologie des plaines d'inondation et surtout de la plaine littorale favorise dès les premières pluies de la grande saison pluvieuse, la remontée des eaux souterraines. L'évaluation concertée de la vulnérabilité des populations effectuée dans le cadre du projet d'élaboration du Programme d'Action National aux fins de l'Adaptation aux changements climatiques, a ainsi révélé qu'au niveau national, on distingue trois risques climatiques majeurs à savoir (i) la sécheresse, (ii) les pluies tardives et violentes, (iii) les inondations. Mais dans ce spectre de dégâts causés par les changements climatiques, l'agriculture est exposée et l'avenir prédit par les scientifiques est bien sombre. Pour le professeur Euloge Ogouwalé du Laboratoire de Climatologie de l'Université d'Abomey-Calavi, les différents scénarii attestent la vulnérabilité agricole du Bénin. Les rendements pour certaines cultures comme le riz, le maïs, le manioc...selon le scénario SRES/B2 chuteront de l'ordre de -14,6 ; -38,2 et -19,2%. Dans un tel contexte, poursuit-il, 50% et 60% des populations du Bénin méridional auquel appartient les communautés d'Adjohoun seraient dans l'insécurité alimentaire. En conclusion, le climatologue indique que « les changements climatiques sont en train de se révéler comme le défi le plus important au développement en Afrique du 21ème siècle. Il s'agit d'un grave risque pouvant handicaper la réduction de la pauvreté et menacer d'anéantir des décennies d'efforts de développement ».

En effet, selon la deuxième enquête sur les conditions de vie des ménages ruraux au Bénin, 33% au moins des ménages sont incapables de satisfaire leurs besoins minima alimentaires malgré le niveau élevé des dépenses alimentaires (70%) sur leur budget, la prévalence de la malnutrition aigüe au sein des enfants de 06 à 23 mois est de 19%.

### **Une difficile lutte pour la survie**

Afin de voler au secours de ces communautés condamnées désormais à vivre entre inondations sévères, chaleur excessive, pluies tardives, vents violents, le village de Houèdo-wo dans la commune d'Adjohoun a été choisie parmi les six localités représentatives des zones agro-écologiques les plus exposées aux risques climatiques dans le cadre du Programme d'action national d'adaptation aux changements climatiques du Bénin. Un programme destiné à renforcer les capacités des communautés agricoles pour s'adapter aux changements climatiques dans quatre zones agro-écologiques vulnérables au Bénin. Ainsi, loin d'apporter des réponses toutes faites, le Coordinateur

National du PANAI, Daniel Z. Loconon, au cours d'une de ses visites de terrain, a soutenu que le programme vient tout simplement "accompagner" les producteurs et communautés pour promouvoir les savoirs endogènes.

Pour améliorer leur résilience aux changements climatiques, un train de mesures prioritaires a été mis en marche sur le terrain à travers les différentes composantes du projet. Au titre des réalisations depuis la mise en œuvre effective du projet (réel démarrage en avril 2011), le PANAI a contribué dans toutes les communes bénéficiaires, à la mise en place des Comités Communaux de Coordination Technique (CCCT) dans les neuf communes bénéficiaires et l'appui à la mise en œuvre des plans d'actions.

A ce jour dans ce village, en termes de réponses, le programme a mis à la disposition des communautés dans le domaine de l'agriculture, 3200 kg de semences de maïs à cycle court pour 101 producteurs pour une emblavure totale de 160ha. De même dans le domaine des cultures maraichères, elles ont bénéficié de 800.000 plantules de piment de variété locale au profit de 40 maraichers dont 7 femmes pour 20 ha. Encouragées également à une reconversion, pour développer la pisciculture, un train de 4 cages flottantes a été mis à leur disposition pour la production de poisson tilapia du Nil. Pour la cuniculture, divers matériels ont été acquis pour les accompagner avec l'achat de 80 lapines et 20 lapins. Et ce n'est pas tout. Le couvert végétal a été reboisé avec 17.800 plants d'Acacia pour l'implantation d'une forêt communautaire sur une superficie d'environ 2 ha sans oublier la culture de palmier à huile sélectionné sur 20 ha. Au niveau des communautés, les effets se font sentir et les pertes subies autrefois sont progressivement amorties.

*"Avant quand on plantait, l'eau venait prendre tout. On était soumis à la bonne volonté de la pluie. On faisait avec nos moyens. Et on ne connaissait que la grande saison"*, nous raconte le chef de village, Félicien Houessou, qui se rappelle encore comme hier toute leur souffrance avant le programme. L'adoption de semences à cycle court est de l'avis de ces communautés, une bonne option. Et au Responsable communal pour la production agricole, Adango Étienne, de témoigner que c'est grâce au programme que par exemple, les producteurs utilisent des variétés de maïs de 70 jours en remplacement de la variété de 105 jours. En temps de contre saison, des techniques endogènes sont un recours. C'est le cas de la technique qui consiste à abandonner les herbes après le défrichage pour éviter ou limiter la perte d'eau. Ces différents procédés permettent d'améliorer le rendement à l'hectare. Une amélioration de rendement qui influe positivement sur les revenus des producteurs. De 30.000 FCFA la saison, Lucien Houessou témoigne qu'il gagne aujourd'hui jusqu'à 500.000 FCFA pour la culture du piment.

Face aux résultats non négligeables, le Directeur général de l'environnement, Césaire Gnanglé, confie que les acquis enregistrés par le programme sont le résultat de l'approche participative fondée sur le renforcement des savoirs endogènes. Du même avis, le Responsable communal pour la production agricole, Adango Étienne, ne cache pas sa satisfaction quant à la pérennisation des acquis. *"Ces résultats sont obtenus parce que le programme n'a pas importé des technologies et a fondé son approche sur les anciennes pratiques agricoles des producteurs"*.

Face à la colère de la nature ou à la « malédiction » du ciel comme le pensent certaines populations, les producteurs immigreront progressivement vers la production du riz pour davantage se tirer d'affaire.

Ainsi, la vie qui s'arrêtait avec les inondations, reprend timidement avec les activités diverses qui occupent désormais les communautés : le recyclage des producteurs sur le piquetage, la trouaison et la plantation; l'entretien de la forêt villageoise, l'appui à la conduite de pépinières du riz et de piment, le labour et le repiquage du riz par l'approche SRI (Système de Riziculture intensive).

Seulement, comme le soutient le Coordonnateur Daniel Z. Loconon, les actions sont loin de satisfaire tous les besoins et de répondre efficacement aux effets de la variabilité climatique. « Il est même trop tôt et nous sommes dans l'action », se défend-t-il.

Pendant ce temps, les communautés attendent toujours des mesures hardies et efficaces pour répondre aux affres des inondations. Désormais, avec ces inondations, la lutte contre la pauvreté est devenue plus complexe que jamais pour le malheur des communautés.

### **Encadré : Des ressources en eau en diminution**

Alors que les communautés de la partie méridionale subissent la dure réalité des inondations, les ressources en eau connaissent une diminution. Un vrai paradoxe que révèlent plusieurs études scientifiques. C'est en effet ce que nous enseignent les travaux du Géophysicien et hydro climatologue, Totin Vodounon S. Henri, qui indiquent que sur le bassin de l'Ouémé, le plus grand au Bénin, par exemple, un déficit pluviométrique de l'ordre de 20 % a conduit à une diminution d'environ 40 % des ressources en eau de surface. Il en est de même dans les autres bassins hydrologiques : Mono, Couffo, Pendjari, etc. mais à des proportions variées.

Avant lui, le professeur Abel Afouda, l'un des experts en changement climatique avait déjà tiré la sonnette d'alarme dans une interview donnée au journal Le Municipal en 2009 faisant observer que la diminution de 20% observée depuis les années 70 au niveau des précipitations se traduit au niveau des ressources en eau dans les rivières, par une diminution d'environ 40% . Des études qui corroborent les données climatologiques du professeur Michel Boko révélant une diminution du nombre de jours de précipitation. Le climatologue averti signale que l'analyse comparée de ces données entre les normales 1971-2000 et 1941-1970, montre globalement que les précipitations ont baissé de 16% à 28% dans le Bénin méridional et central.

Ainsi, « Si on ne fait rien des maintenant, nous sacrifions et nous enterrons les générations avant qu'elles ne voient jour. Ce serait le plus grand échec de notre civilisation », déclare le professeur Michel Boko. De l'avis de beaucoup d'experts à l'instar du Dr Ernest Amoussou, les actions qui sont en cours dans le pays sont encore insuffisantes. Et pour l'heure, face aux contraintes qu'imposent le changement et la variabilité climatique sur la disponibilité, l'accessibilité, l'approvisionnement et la demande en eau au Bénin, « l'anticipation qui pourrait résulter de la prise en compte des phénomènes climatiques ne constitue pas encore une priorité de décision dans les secteurs de l'eau et de l'énergie », regrette l'hydroclimatologue Totin Vodounon S. Henri. Pendant ce temps, les communautés assistent impuissantes à la nouvelle réalité avec des réponses qui sont loin de combler

toutes leurs attentes. Pour le professeur Michel Boko, il manque à la politique nationale actuelle « des approches cohérentes ». A cela, il ajoute « le manque d'approche participative des médias, de la société civile et même de la population ». Ainsi, seuls un engagement des décideurs et l'avènement de nouveaux programmes d'adaptation en cohérence avec ceux en cours et dans une synergie d'actions pourront sortir les communautés de l'angoisse des inondations et des autres effets des changements climatiques.

**Alain TOSSOUNON**